

Produit 4: Contrôle interne et externe de la justice militaire pour la réponse aux crimes graves assuré

Constats

LE CONTROLE INTERNE

La Justice en RDC est une fonction régalienne de l'Etat et est à ce titre encore fortement centralisée. Les organes d'inspection et de contrôle sont le Conseil Supérieur de la Magistrature et l'Inspectorat Général des services judiciaires d'une part, et d'autre part, les hautes juridictions sur les juridictions inférieures.

Dans le cadre de ce projet, l'appui sera donné aux juridictions supérieures, Haute Cour Militaire et Auditorat Général des FARDC au niveau central et les Cours Militaires et les Auditorats Supérieurs au niveau des provinces pour effectuer ce contrôle.

Les magistrats militaires sont aussi membres du conseil supérieur de la magistrature avec le statut de « magistrats », ils bénéficient des mêmes prérogatives que leurs collègues civils. Le contrôle externe : le monitoring judiciaire.

LE MONITORING JUDICIAIRE

Depuis 2010, le PNUD développe les activités liées au Monitoring judiciaire. Il s'agit d'une surveillance impartiale, détaillée et continue de l'organisation, de la compétence et du fonctionnement du système judiciaire. Elle se réalise à l'occasion, mais pas seulement, du déroulement du procès en justice, à travers l'observation des faits, l'analyse de la conformité ou non de la pratique (la procédure) et des règles (la loi) aux standards internationaux qui sous-tendent l'exigence d'une bonne justice et d'un procès équitable¹¹.

Pendant la phase précédente de ce projet, le Monitoring judiciaire s'est intéressé à l'observation des procès en matière des crimes graves. Et à cet effet, trois rapports ont été produits ; ces rapports étaient basés essentiellement sur l'analyse de la prise en compte des certains droits dans le processus judiciaire définissant le droit au procès équitable : droit d'être informé des motifs d'accusations portés contre les prévenus, droit d'être entendu par un tribunal indépendant, droit à l'égalité des armes durant la procédure judiciaire, droit à la protection, au respect de la dignité des victimes et à la préservation des bonnes mœurs, droit de se faire assister par un défenseur de son choix.

Ce travail de monitoring judiciaire constitue un contrôle/regard externe du pouvoir judiciaire. Il s'agit d'observer le travail fait par les acteurs judiciaires au quotidien, les moyens dont ils disposent ainsi que les limites tant au niveau personnel lié aux acteurs judiciaires eux-mêmes qu'au niveau professionnel. Ce travail a ainsi un impact sur l'opinion que la population se fait de la justice congolaise en général et la justice militaire en particulier.

Dans un rapport publié en 2014 dans le cadre du projet de « Collecte des données sur la consolidation de la paix et la Reconstruction » mis en œuvre par le PNUD en collaboration avec Harvard Humanitaire Initiative(HHI), il ressort que 69%¹² de la population enquêtée ont peu confiance en la justice militaire¹³. Quoiqu'il n'y ait pas une valeur de référence pour savoir s'il y a ou pas progression dans l'opinion, force est de constater que ce rapport relance le débat sur le travail de la justice et la confiance qu'à la population vis-à-vis des services judiciaires. D'où, il s'agira aussi de contribuer à l'information générale des populations dans les zones-cibles sur le rendement de la justice en général et la justice militaire en particulier et

¹¹ Le Monitoring du Système Judiciaire – Un manuel pratique à l'usage des moniteurs de la société civile congolaise », Global Rights, 2008, p.22

¹² Ce rapport présente les résultats d'une étude menée entre Novembre et Décembre 2013, dans l'Est de la RDC pour évaluer les perceptions, les connaissances et les attitudes de la population au sujet de la paix, la Sécurité et de la justice. L'étude a porté sur 5166 résidents adultes choisis au hasard

¹³ PNUD-HHI, A la recherche d'une paix durable : enquête de la population dans l'Est de la RDC sur les perceptions et attitudes envers la paix, la sécurité et la Justice, rapport sous la direction de Patrick Vinck et Phuong Pham, Cambridge, Massachusetts, 2014, P 64

essentiellement la réponse judiciaire apportée aux crimes graves et de formuler des recommandations sur le fonctionnement de la chaîne judiciaire notamment la réforme des lois, les capacités des acteurs judiciaires ainsi que les moyens dont dispose le système dans son ensemble.

Activités

ACTIVITE 4.1 : ELABORER AVEC LA JUSTICE MILITAIRE LES PROCESSUS DE CONTROLE, LES OUTILS ET LES MECANISMES DE SUIVI

Avec la Justice militaire, il s'agira de définir les processus de contrôle (objectif, organisation, périodicité, méthodologie, ...) en concertation avec la hiérarchie judiciaire militaire. Il s'agira également d'élaborer des outils portant sur l'ensemble des points de contrôle (RH, activité judiciaire, contrôle interne, prise en compte des vulnérables, respect de la légalité, ...) et mettre en place des mécanismes de suivi des recommandations.

Les magistrats en charge des inspections seront formés à l'utilisation des outils et spécifiquement à la rédaction de recommandations spécifiques, réalisables et mesurables.

ACTIVITE 4.2 : APPUYER LES MISSIONS DES ORGANES D'INSPECTION/ ET DE LA HIERARCHIE

Il s'agit à ce niveau d'appuyer les hautes juridictions (Haute Cour Militaire et Auditorat Général) en vue de réaliser les missions de terrain au niveau des provinces couvertes par le projet sur une base trimestrielle. L'idée est d'apprécier le fonctionnement effectif des juridictions et offices et de formuler des recommandations en vue de leur amélioration.

ACTIVITE 4.3 : ASSURER LE MONITORING JUDICIAIRE DES CRIMES GRAVES SUR TOUTE LA CHAINE PENALE

L'équipe de monitoring judiciaire du PNUD affectée au projet effectuera des missions de monitoring judiciaire dans les zones couvertes par le projet. Les moniteurs pourront interagir avec les experts des CAP sur le terrain pour échanges d'information. Ce monitoring portera non seulement sur le travail des acteurs judiciaires militaires mais également sur le travail des avocats (rencontre du client, information, tenue à l'audience, ...). Le monitoring sera également appuyé par les universités pour la collecte de certaines données.

3. Justification de l'assistance des bailleurs de fonds et des modalités d'exécution

L'assistance des bailleurs de fonds est indispensable dans la mesure où le Gouvernement n'alloue pas un financement suffisant en faveur de la justice militaire (et civile) du pays. De plus, une grande partie des fonds alloués au secteur de justice ne parvient pas jusqu'à ceux qui rendent la justice au niveau le plus proche des populations. En conséquence, et comme indiqué précédemment, il existe de nombreuses carences de capacité qu'il est indispensable de combler pour que les acteurs de la justice militaire puissent exercer efficacement leurs mandats et contribuer à ce que la sécurité et l'État de droit règnent en RDC.

Le financement prévu pour le Projet est la suite d'une série de donations qui ont été reçues (voir ci-dessus). Les fonds du Projet seront utilisés tant en parallèle avec d'autres fonds mobilisés par le PNUD pour appuyer la justice militaire en RDC. Bien qu'un montant considérable d'aide financière ait déjà été fourni, compte tenu de la taille du pays, de la gravité et de la multiplicité des crimes commis et du fait que le développement du SJM vient juste de commencer, de nombreux efforts supplémentaires doivent encore être fournis, notamment en assurant la poursuite des financements pour garantir la réussite du Projet.

4. Viabilité du Projet

Le Projet se situe dans un cadre programmatique plus large visant à fournir un outil durable au SJM dans le cadre de l'appui que le Système des Nations Unies fournit à la justice en RDC. Le projet s'intègre dans le cadre du programme pluriannuel d'appui à la justice (PPAJ).

III. Modalités de gestion

Le projet sera mis en œuvre sous la tutelle du Ministère de la Défense Nationale et en collaboration avec le MJDH, le CSM, la Haute Cour Militaire, Auditorat Militaire Général, ainsi que les Barreaux afin de s'assurer de l'appropriation nationale des activités et des programmes du Projet.

1. Principes

Afin d'assurer une exécution minutieuse du Projet dans les délais et suivant les modalités fixées, les partenaires du Projet s'accordent pour confier au PNUD la coordination du projet et la gestion globale des fonds alloués au Projet.

Le Projet sera intégré dans la composante Appui à la réforme judiciaire et sécuritaire du Programme de consolidation de la paix et Renforcement de la démocratie du PNUD qui se chargera de la coordination programmatique, administrative et financière du projet, y compris la supervision globale de l'exécution des activités du projet ainsi que du suivi et évaluation.

Le projet sera donc exécuté par le PNUD suivant la Modalité d'exécution directe (DIM) et en étroite coordination avec la Section d'appui à la justice de la MONUSCO. Chaque partenaire au projet assumera la responsabilité entière de l'atteinte des objectifs immédiats qui contribueront à l'accomplissement de l'objectif global du projet.

La gestion des fonds alloués sera régie suivant les règles et procédures financières du PNUD, en fonction du plan de travail annuel du projet qui établira un budget détaillé.

Le PNUD sera responsable de : 1) la coordination globale du projet 2) la gestion des ressources financières allouées au Projet ; 3) l'obtention des résultats 1 (spécifiquement sur la mise en œuvre des audiences foraines et Missions d'enquêtes), 2, 3 et 4 et 4) la consolidation des rapports soumis par les parties et transmis au bailleur dans les délais précisés dans l'accord.

Sur le plan technique, la MONUSCO se chargera 1) de la coordination des cellules d'appui aux poursuites implantées dans les zones d'intervention du projet et 2) la supervision des activités réalisées dans l'axe 1 du projet relatif l'appui technique fourni par les cellules d'appui aux poursuites

2. Mécanismes de coordination du projet

Trois mécanismes de coordination seront mis en place dans le cadre de ce projet, à savoir un Comité de pilotage(CP), un Comité Technique de suivi et une Unité de Gestion du projet.

2.1. Le Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage (CP) est l'organe d'orientation stratégique de tous les projets de la composante RJS.

Dans le cadre de ce projet, le Comité de Pilotage sera inclus dans le Comité de pilotage global de la composante « Appui à la réforme de la justice et de la sécurité du PNUD » qui est un des mécanismes de suivi et de gestion entre le PNUD et le Gouvernement afin d'assurer une gestion efficace des résultats de développement de qualité dans le cadre du Plan d'Action du Programme de Pays et des documents de projet signés avec différents ministères sectoriels.

Ce cadre permet de discuter sur les actions prévues dans les secteurs de la justice et de la sécurité par une revue des résultats obtenus, l'identification des goulots d'étranglement et des défis afin de dégager des pistes de solution et de prendre des décisions stratégiques pour la bonne marche des projets. Il se tient deux fois par an en présence des différents ministères de tutelle, des partenaires de mise en œuvre et de bailleurs de fonds. Il s'agira pour ce qui concerne le présent Projet, des ministères de la justice et de la défense, du CSM, de la Haute Cour Militaire, de l'auditorat général des FARDC, de la PNC, de la Monusco, du PNUD et de l'UE.

Dans ce sens, les recommandations qui lui sont présentées par le Comité technique de suivi alimenteront également les discussions du Comité de pilotage sur le volet concernant le projet CAP.

2.2. Le Comité Technique de Suivi

Afin d'assurer un suivi permanent de l'atteinte des résultats du projet, un Comité technique de suivi (CTS) sera mis en place. Il sera composé du PNUD, de la MONUSCO et de la Haute Cour Militaire et de l'auditorat général.

Ses membres se réuniront sur une base trimestrielle pour discuter des avancées accomplies dans la mise en œuvre des activités, les défis rencontrés et harmoniser les données en leur possession.

Les réunions du comité technique sont convoquées par le Président de la Haute cour Militaire avec la facilitation du PNUD.

Il a pour tâches :

- l'approbation et le suivi du plan de travail, l'adoption de la stratégie de communication; le suivi et évaluation des progrès dans l'exécution du Projet ;
- la coordination et harmonisation des actions ;
- l'approbation des rapports techniques et financiers périodiques présentés par l'Unité de gestion ;
- la vérification de l'état d'avancement des activités afin de proposer des réajustements éventuels;
- la formulation des recommandations à l'attention du Comité de pilotage.

De plus, le CTS agira en tant que mécanisme de coordination pour garantir l'harmonisation avec les autres interventions dans le domaine et pour atteindre une complémentarité et une synergie maximale.

2.3. L'Unité de Gestion du projet

L'UGP sera basée à Goma et gérée par un chef de projet recruté à cet effet par le PNUD. Le chef de projet assurera la coordination technique des activités de tous partenaires suivant un plan de travail annuel mutuellement consenti par tous les partenaires. Il s'acquittera, entre autres, des tâches suivantes:

- assurer, en étroite collaboration avec la coordination des CAP et le point focal désigné par le Système de justice militaire, la coordination du travail des experts techniques de la MONUSCO et du PNUD intervenant dans le cadre du Projet.
- procéder, de concert avec les délégués du SJM et de la MONUSCO, au recrutement des consultants dont l'apport serait déterminant dans l'exécution d'un ou de plusieurs volets du Projet.

En collaboration avec les points focaux de la partie nationale identifiés, l'UGP préparera et organisera les réunions du Comité technique de Suivi.

IV. Cadre de suivi et évaluation

1. Suivi

Le Projet sera régi par les procédures et les politiques du PNUD en matière de suivi, de reporting et d'évaluation. Des activités clés de suivi et d'évaluation seront exercées tout au long de la mise en œuvre du Projet.

Un cadre de suivi des performances sera élaboré et utilisé pour faire le suivi et l'évaluation du Projet. Des indicateurs seront identifiés et formulés par le Comité technique de suivi au début de la mise en œuvre du Projet afin d'effectuer un suivi régulier des activités et de déterminer l'efficacité du projet. Le suivi sera assuré par des partenaires nationaux du Projet sous la responsabilité globale du Chef de projet. En l'absence de données de référence fiables, les partenaires du Projet se livreront à un exercice préliminaire

d'évaluation des besoins et de recueil de données pour chaque indicateur de réalisation, et une base finale de données de référence sera préparée.

Au cours de la mise en œuvre du Projet, les partenaires nationaux du Projet et le responsable du suivi et de l'évaluation recueilleront des données de suivi sur une base régulière, et enregistreront les progrès accomplis en vue de l'atteinte des résultats clés (réalisations) en se fondant sur les critères de qualité et les méthodes de recueil utilisés par le PNUD.

2. Evaluation

Une évaluation sera initiée chaque année et finale sera effectuée à la fin du projet. Sous la direction générale du comité technique de suivi, le responsable du suivi et de l'évaluation ainsi que les représentants des partenaires nationaux seront responsables de la gestion quotidienne de l'évaluation, avec l'assistance de l'unité de suivi et d'évaluation du PNUD.

L'objectif principal de l'évaluation finale sera d'évaluer les résultats (réalisations) obtenus par ce Projet en fonction de cinq critères : efficacité, efficience, pertinence, impact et viabilité.

3. Rapports

Les rapports suivants seront produits et évalueront l'état d'avancement du Projet :

- Un rapport trimestriel (descriptif et financier) sera préparé par le PNUD qui consolidera les rapports rédigés par chacun des partenaires responsables de l'atteinte de l'objectif assigné ;
- Un rapport annuel / final sera rédigé en fin de projet. Le rapport sera une auto-évaluation préparée par les organisations signataires, les partenaires et les parties prenantes au projet conjoint, avec la coordination du PNUD et l'approbation du Comité technique de suivi.

Le Rapport annuel se composera du Rapport périodique trimestriel présenté au format standard Atlas, de pair avec un résumé des résultats obtenus par rapport aux cibles annuelles préalablement définies.

4. Backstopping

En vue d'assurer la qualité technique de l'intervention, un appui perlé d'experts internationaux sera mobilisé afin de soutenir la stratégie d'avancement du projet, accompagner méthodologiquement le projet dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités de renforcement des capacités des acteurs de la justice militaire et si nécessaire procéder à des ajustements pour maximiser l'atteinte des résultats.

Il s'agira d'un accompagnement dans la durée avec des appuis tout au long de la phase d'exécution (2015-2017) avec une régularité de deux fois minimum par année. L'appui perlé permettra la capitalisation en identifiant et documentant les leçons apprises et appuiera le projet dans la définition et l'implémentation de stratégies d'apprentissage.

V. Analyse des risques

<i>Description</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Probabilité et impact</i>	<i>Mesures de gestion des risques.</i>	<i>Surveillance</i>
Instabilité et discontinuité dans la mise en œuvre des réformes de la justice :	Politique	Niveau moyen de probabilité	Maintenir un dialogue actif et permanent avec le ministère de la Justice. Rentabiliser la réunion des états généraux de la justice	PNUD – MONUSCO – tous les partenaires du secteur de la justice

Reprise de la violence dans les zones d'intervention et/ou extension des activités des milices	Sécurité	Il existe un fort risque de recrudescence de la violence dans le Nord et Sud Kivu et dans le Katanga. Cela aura toujours un effet sur la mise en œuvre des activités dans certaines zones et/ou l'obtention des résultats attendus.	Identification des zones d'intervention en fonction des évaluations périodiques de la sécurité et de la situation politique.	MONUSCO
Coordination inter-agences	Politique et stratégie	Risque faible de désintégration et d'inefficacité de la coordination inter-agences	Comptes rendus réguliers aux mécanismes de coordination. Participation régulière aux réunions de coordination.	PNUD – GJS; MONUSCO
Manque d'autorité de l'État	Sécurité	Risque élevé de manque d'autorité et de pouvoir du gouvernement local pour exercer ses responsabilités en termes de sécurité et de protection des citoyens, pouvant entraver les réalisations potentielles et l'impact des activités.	Collaboration avec les agences des Nations Unies et d'autres acteurs opérationnels pour amplifier les mesures locales de renforcement des capacités et accroître les ressources. Coordination inter-agences	MONUSCO, PNUD
Retards dans le recrutement de personnel de projet qualifié	Organisationnel	Niveau moyen de risque que les retards pris dans le recrutement de personnel international se répercutent sur les délais de livraison du Projet	Le Projet devrait prendre le relais de ressources existantes sur le terrain et le personnel devrait être recruté autant que possible dans les ressources humaines internes	MONUSCO, PNUD
Retards dans les processus de passation des marchés	Fonctionnement	Risque moyen d'inefficacité de la mise en œuvre du Projet.	Recrutement de personnel professionnel et expérimenté pour le Projet ; structure hiérarchique claire.	PNUD
Le découpage des provinces et son impact dans la mise en œuvre du projet	Politique	Risque moyen d'inefficacité de fonctionnement des juridictions dans les nouvelles provinces	Le projet devra maintenir un dialogue permanent avec les autorités judiciaires militaires pour identifier les mesures de mitigation.	PNUD et MONUSCO

Taux 0,89

Rubriques	Unité	Prix unitaire (USD)	Quantités	Prix total (USD)	Prix total (EUR) 24 mois	Unité Avenant1	Avenant 1	Quantité sur 36 mois suite à l'avenant	Total en € sur 36 mois	Total en \$ sur 36 mois au taux de 0,890	Modification du budget	Nouveau budget jusqu'au 31/12/2018 en €	Nouveau budget en jusqu'au 31/12/2018 en \$
PROGRAMMATIQUE													
Produit 1 - Appui des CAP aux acteurs judiciaires congolais en matière d'enquête et de poursuite des crimes graves													
Activité 1.1. Colocation et cadre de concertation													
Experts internationaux (consultants)	18	11.000,00		198.000	198.000	18	198.000	36	396.000 €	\$444.944	48.950 €	444.950 €	\$499.944
Cadre de concertation	96	25,00		2.400	2.400	48	1.200	144	3.600 €	\$4.045	- €	3.600 €	\$4.045
Aménagement des locaux (assainissement, climatisation, etc.)	7	4.000,00		28.000	28.000	0	0	7	28.000 €	\$31.461	44.500 €	72.500 €	\$81.461
Equipement complémentaires des locaux	7	1.000,00		7.000	7.000	0	0	7	7.000 €	\$7.865	17.800 €	24.800 €	\$27.865
Sous-total				235.400	235.400	66	199.200		434.600 €	\$488.315	111.250 €	545.850 €	\$613.315
Activité 1.2. Renforcement des capacités des acteurs de la justice militaire (125 bénéficiaires)													
Modules et autres supports de formation	10.000	0,50	24.000	5.000	5.000	0	0	10.000	5.000 €	\$5.618	3.000 €	8.000 €	\$8.989
Per diem pour les formateurs	24	150,00	30	3.600	3.600	0	0	24	3.600 €	\$4.045	3.000 €	6.600 €	\$7.416
Honoraires formateurs	12	364,67		4.376	4.376	0	0	12	4.376 €	\$4.917	3.000 €	7.376 €	\$8.288
Per diem pour les participants	300	150,00	300	45.000	45.000	0	0	300	45.000 €	\$50.562	20.000 €	65.000 €	\$73.034
Location de la salle, pause café, déjeuner, etc.	12	1.250,00	15	15.000	15.000	0	0	12	15.000 €	\$16.854	20.000 €	35.000 €	\$39.326
Sous-total				72.976	72.976	0	0		72.976 €	\$81.995	49.000 €	121.976 €	\$137.052
Activité 1.3. Appui-conseil aux acteurs judiciaires congolais													
Carburant et entretien du véhicule	168	250,00	60	42.000	42.000	84	21.000	252	63.000 €	\$70.787	- €	63.000 €	\$70.787
Carburant pour le groupe électrogène	168	250,00		42.000	42.000	84	21.000	252	63.000 €	\$70.787	- €	63.000 €	\$70.787
Reproduction d'outils de processus	30.000	0,25		7.500	7.500	0	0	0	7.500 €	\$8.427	- €	7.500 €	\$8.427
Réunion de coordination et harmonisation entre CAP et Ateliers sur la mise en pratique des techniques d'enquête en	2	7.000,00		14.000	14.000	1	7.000	3	21.000 €	\$23.596	- €	21.000 €	\$23.596
	2	14.427,00		28.854	28.854	0	0	2	28.854 €	\$32.420	- €	28.854 €	\$32.420
Sous-total				134.354	134.354		49.000		183.354 €	\$206.016	- €	183.354 €	\$206.016
Activité 1.4. Appui aux Audiences foraines													

Rubriques	Unité	Prix unitaire (USD)	Quantités	Prix total (USD)	Prix total (EUR) 24 mois	Unité Avenant1	Avenant 1	Quantité sur 36 mois suite à l'avenant	Total en € sur 36 mois	Total en \$ sur 36 mois au taux de 0,890	Modification du budget	Nouveau budget jusqu'au 31/12/2018 en €	Nouveau budget en jusqu'au 31/12/2018 en \$
PROGRAMMATIQUE													
Produit 1 - Appui des CAP aux acteurs judiciaires congolais en matière d'enquête et de poursuite des crimes graves													
Activité 1.1. Colocation et cadre de concentration													
Per diem pour les enquêtes de terrain et les audiences foraines	36	9.500,00		342.000	342.000	18	171.000	54	513.000 €	\$576.404	50.000 €	563.000 €	\$632.584
Fournitures de bureau et papeterie	36	700,00		25.200	25.200	18	12.600	54	37.800 €	\$42.472	- €	37.800 €	\$42.472
Transports	36	1.000,00		36.000	36.000	18	18.000	54	54.000 €	\$60.674	20.000 €	74.000 €	\$83.146
Appui au SIM dans d'autres provinces que celles des CAP (Cap mobile)	1	35.000,00		35.000	35.000		17.500	1	52.500 €	\$58.989	- €	52.500 €	\$58.989
Sous-total				438.200	438.200		219.100	0	657.300 €	\$738.539	70.000 €	727.300 €	\$817.191
SOUS-TOTAL AXE				880.930	880.930		467.300		1.348.230 €	\$1.514.865	230.250 €	1.578.480 €	\$1.773.573
Produit 2 - Un système de gestion des pièces à conviction et de conservation des données est mis en place													
Consultant externe	9	9.000,00		81.000	81.000	6	54.000	15	135.000 €	\$151.685	-96.000 €	39.000 €	\$43.820
Atelier	2	6.868,50		13.737	13.737	0	0	2	13.737 €	\$15.435	-4.000 €	9.737 €	\$10.940
Sous-total				94.737	94.737		54.000		148.737 €	\$167.120	-100.000 €	48.737 €	\$54.761
Produit 3 - Les bureaux de consultation juridique gratuite (BCG) des barreaux des provinces cibles, ainsi que les défenseurs Judic													
Activité 3.1. Renforcement des capacités avocats et défenseurs militaires (125 bénéficiaires)													
Modules et autres supports de formation	10.000	0,25	24.000	2.500	2.500	0	0	10.000	2.500 €	\$2.809	-2.500 €	- €	\$-
Per diem pour les formateurs	30	150,00	30	4.500	4.500	0	0	30	4.500 €	\$5.056	-4.500 €	- €	\$-
Honoraires des formateurs	12	364,67		4.376	4.376	0	0	12	4.376 €	\$4.917	-4.376 €	-0 €	\$-0
Per diem pour les participants	300	40,00	300	12.000	12.000	0	0	300	12.000 €	\$13.483	-12.000 €	- €	\$-
Location de la salle, pause café, déjeuner, etc.	12	1.250,00	15	15.000	15.000	0	0	12	15.000 €	\$16.854	-15.000 €	- €	\$-
Sous-total				38.376	38.376	0	0		38.376 €	\$43.119	-38.376 €	-0 €	\$-0
Activité 3.2. Appui au BCG en vue de l'assistance juridique et judiciaire													
Soutien des avocats formés à la défense des accusés	42	3.350,00	200	140.700	140.700	12	40.200	54	180.900 €	\$203.258	-140.000 €	40.900 €	\$45.955
Fourniture des traités de droit et des textes de lois indispensables	500	70,00	500	35.000	35.000	0	0	500	35.000 €	\$39.326	- €	35.000 €	\$39.326

Rubriques	Unité	Prix unitaire (USD)	Quantités	Prix total (USD)	Prix total (EUR) 24	Unité Avenant1	Avenant 1	Quantité sur 36 mois suite à l'avenant	Total en € sur 36 mois	Total en \$ sur 36 mois au taux de 0,890	Modification du budget	Nouveau budget jusqu'au 31/12/2018 en €	Nouveau budget en jusqu'au 31/12/2018 en \$
PROGRAMMATIQUE													
Produit 1 - Appui des CAP aux acteurs judiciaires congolais en matière d'enquête et de poursuite des crimes graves													
Activité 1.1. Colocation et cadre de concertation													
Subvention aux barreaux	4	25.000,00		100.000	100.000	0	0	4	100.000 €	\$112.360	40.000 €	140.000 €	\$157.303
Sous-total				275.700	275.700		40.200		315.900 €	\$354.944	-100.000 €	215.900 €	\$242.584
Activité 3.3. Atelier de réflexion sur les obligations des avocats													
Atelier de réflexion	1	8.201,00		8.201	8.201	0	0	1	8.201 €	\$9.215	- €	8.201 €	\$9.215
Sous-total				8.201	8.201	0	0	0	8.201 €	\$9.215	- €	8.201 €	\$9.215
SOUS-TOTAL AXE				322.277	322.277	0	40.200		362.477 €	\$407.278	-138.376 €	224.101 €	\$251.799
Produit 4 - Contrôle interne et externe de la justice militaire pour la réponse aux crimes graves assuré													
Activité 4.1. Elaborer avec la Justice Militaire les processus de contrôle, les outils et les mécanismes de suivi													
Atelier de réflexion	2	7.000,00		14.000	14.000	0	0	2	14.000 €	\$15.730	- €	14.000 €	\$15.730
Activité 4.2. Appui mission d'inspection													
Mission	4	6.500,00		26.000	26.000	2	13.000	6	39.000 €	\$43.820	-17.820 €	26.000 €	\$29.213
Activité 4.3. Monitoring judiciaire													
Mission des moniteurs	24	938,00		22.512	22.512	12	11.256	36	33.768 €	\$37.942	43.000 €	80.942 €	\$90.946
Rapport semestriel du monitoring	140	50,00		7.000	7.000	70	3.500	210	10.500 €	\$11.798	- €	10.500 €	\$11.798
SOUS-TOTAL AXE				69.512	69.512	0	27.756		97.268 €	\$109.290	34.174 €	131.442 €	\$147.687
TOTAL PROGRAMMATIQUE				1.367.456	1.367.456	0	589.256		1.956.712 €	\$2.198.553	26.048 €	1.982.760 €	\$2.227.820
SUIV-EVALUATION													
Missions de S&E et développement des capacités en gestion et S&E	5	3.600,00	18.000	18.000	18.000	2,5	9.000	7,5	27.000 €	\$30.337	- €	27.000 €	\$30.337
Evaluation externe (provision)	1	37.604,00	37.604	37.604	37.604	0	0	1,0	37.604 €	\$42.252	- €	37.604 €	\$42.252
TOTAL SUIVI & EVALUATION				55.604	55.604	3	9.000		64.604 €	\$72.589	- €	64.604 €	\$72.589
OPERATION													
Expert National (chef de projet)	24	4.000,00	18	96.000	96.000	12	48.000	36,0	144.000 €	\$161.798	41.000 €	185.000 €	\$207.865
Assistant Financier	24	2.500,00	18	60.000	60.000	12	30.000	36,0	90.000 €	\$101.124	- €	90.000 €	\$101.124

Rubriques	Unité	Prix unitaire (USD)	Quantités	Prix total (USD)	Prix total (EUR) 24 mois	Unité Avenant1	Avenant 1	Quantité sur 36 mois suite à l'avenant	Total en € sur 36 mois	Total en \$ sur 36 mois au taux de 0,890	Modification du budget	Nouveau budget jusqu'au 31/12/2018 en €	Nouveau budget en jusqu'au 31/12/2018 en \$
PROGRAMMATIQUE													
Produit 1 - Appui des CAP aux acteurs judiciaires congolais en matière d'enquête et de poursuite des crimes graves													
Activité 1.1. Colocation et cadre de concertation													
3 associés en appui à la Justice et au Monitoring Judiciaire	72	2.450,00	7	176.400	176.400	36	88.200	108,0	264.600 €	\$297.303	-97.600 €	167.000 €	\$187.640
4 Chauffeur	96	1.537,36	5	147.587	147.587	48	73.793	144,0	221.380 €	\$248.741	-71.380 €	150.000 €	\$168.599
Renforcement de capacités du staff	1	20.000,00	1	20.000	20.000		10.000	1,0	30.000 €	\$33.708	-20.000 €	10.000 €	\$11.236
Charges communes, entretiens véhicules, carburant Bukavu	1	11.838,22	7.116	11.838	11.838	0,5	5.919	1,5	17.757 €	\$19.952	16.243 €	34.000 €	\$38.202
Charges communes, entretiens véhicules, carburant Goma	1	51.190,00	63.019	51.190	51.190	1	25.595	1,5	76.785 €	\$86.275	83.215 €	160.000 €	\$179.775
Renouvellement de l'équipement du projet						1	19.816	1,0	19.816 €	\$22.265	184 €	20.000 €	\$22.472
Missions de coordination et de mise en œuvre du projet	1	35.000,00		35.000	35.000	0,5	17.500	1,5	52.500 €	\$58.989	22.291 €	74.791 €	\$84.035
Communication	1	35.000,00		35.000	35.000	0,5	17.500	1,5	52.500 €	\$58.989	- €	52.500 €	\$58.989
TOTAL OPERATION				633.015	633.015		336.323		969.338 €	\$1.089.144	-26.047 €	943.291 €	\$1.059.878
TOTAL PROJET				2.056.075	2.056.075		934.579		2.990.654 €	\$3.360.286	0 €	2.990.655 €	\$3.360.286
GMS 7%				143.925	143.925		65.421		209.346 €	\$235.220	0 €	209.346 €	\$235.220
TOTAL BUDGET				2.200.000	2.200.000		1.000.000		3.200.000 €	\$3.595.506	0 €	3.200.000 €	\$3.595.506
TOTAL BUDGET EURO				2.200.000	2.200.000		1.000.000		3.200.000			3.200.000	

Project Budget

Insérer quantités

On peut éliminer ces deux colonnes

Cette colonne se repete je l'éliminerai

Nouveau budget 24 mois

Insérer nouvelles quantités

Élément	Unité de mesure	Unité	Prix unitaire (USD)	Prix total (USD)	Prix total (EUR)	Budget 12 mois (USD)	Budget 6 mois (USD)	Remarque	Prix total 18 mois (USD)	Amendement	Proportion de Budget période d'extension (juil 2014 - Jan2015)
Axe 1 - Deux nouvelles CAP sont mises en place et fonctionnent à Lubumbashi et Kisangani	mois	15	11.000,00	330.000,00	264.000,00	198.000,00	132.000,00	2 personnes pendant 15 mois	330.000,00	-253.000,00	77.000,00
Chauffeurs Kisangani et L'shi	Mois	14	1.537,36	0,00	0,00	0,00	0,00	d'appui aux CAP (Kisangani, L'shi)	0,00	21.523,04	21.523,04
Coûts de déploiement (visa, transport aérien, installation)	personne	2	7.500,00	15.000,00	12.000,00	15.000,00	0,00		15.000,00		15.000,00
Véhicule (4x4) + Codan + assurance et coût des plaques	unité	2	55.000,00	110.000,00	88.000,00	110.000,00	0,00		110.000,00	-19.000,00	91.000,00
Carburant et entretien du véhicule	mois	30	1.500,00	45.000,00	36.000,00	36.000,00	9.000,00	2 x 15 mois	45.000,00		45.000,00
Système GPS	unité	2	1.000,00	2.000,00	1.600,00	2.000,00	0,00		2.000,00		2.000,00
Piles rechargeables pour le GPS	unité	2	16,00	32,00	25,60	32,00	0,00		32,00		32,00
Tente pour le site de l'étude	unité	2	1.500,00	3.000,00	2.400,00	3.000,00	0,00		3.000,00		3.000,00
Groupe électrogène	unité	2	1.000,00	2.000,00	1.600,00	2.000,00	0,00		2.000,00		2.000,00
Carburant pour le groupe électrogène	mois	30	500,00	15.000,00	12.000,00	12.000,00	3.000,00	2 x 15 mois	15.000,00		15.000,00
Matériel de cuisine	unité	2	100,00	200,00	160,00	200,00	0,00		200,00		200,00
Bidons d'eau et de carburant	unité	12	10,00	120,00	96,00	120,00	0,00		120,00		120,00
Lampes / éclairage de secours	unité	12	5,00	60,00	48,00	60,00	0,00		60,00		60,00
Tentes de camping	unité	10	400,00	4.000,00	3.200,00	4.000,00	0,00		4.000,00		4.000,00
Lit de camp	unité	20	90,00	1.800,00	1.440,00	1.800,00	0,00		1.800,00		1.800,00
Moustiquaire	unité	20	20,00	400,00	320,00	400,00	0,00		400,00		400,00
Sac de couchage	unité	20	80,00	1.600,00	1.280,00	1.600,00	0,00		1.600,00		1.600,00
Trousse de premiers secours	unité	2	75,00	150,00	120,00	150,00	0,00		150,00		150,00

Masque chirurgical	boite de 100	2	40,00	2	80,00	64,00	80,00	80,00	0,00	80,00	2	80,00	80,00
Gants chirurgicaux	boite de 100	2	40,00	2	80,00	64,00	80,00	80,00	0,00	80,00	2	80,00	80,00
Gilets de sécurité réfléchissants	unité	12	15,00	12	180,00	144,00	180,00	180,00	0,00	180,00	12	180,00	180,00
Table pliante pour bureau itinérant	unité	8	40,00	8	320,00	256,00	320,00	320,00	0,00	320,00	8	320,00	320,00
Chaise pliante pour bureau itinérant	unité	16	25,00	16	400,00	320,00	400,00	400,00	0,00	400,00	16	400,00	400,00
Jerrycan de 10 l	unité	20	20,00	20	400,00	320,00	400,00	400,00	0,00	400,00	20	400,00	400,00
Tableau blanc	unité	2	60,00	2	120,00	96,00	120,00	120,00	0,00	120,00	2	120,00	120,00
Caisse avec cadenas	unité	12	120,00	12	1.440,00	1.152,00	1.440,00	1.440,00	0,00	1.440,00	12	1.440,00	1.440,00
Caisse avec cadenas pour le transport du matériel d'étude	unité	8	180,00	8	1.440,00	1.152,00	1.440,00	1.440,00	0,00	1.440,00	8	1.440,00	1.440,00
Cadenas	unité	20	10,00	20	200,00	160,00	200,00	200,00	0,00	200,00	20	200,00	200,00
Tente (pour la protection du site de l'étude)	unité	6	100,00	6	600,00	480,00	600,00	600,00	0,00	600,00	6	600,00	600,00
Jumelles	unité	4	100,00	4	400,00	320,00	400,00	400,00	0,00	400,00	4	400,00	400,00
Torche	unité	10	15,00	10	150,00	120,00	150,00	150,00	0,00	150,00	10	150,00	150,00
Mégaphone	unité	8	30,00	8	240,00	192,00	240,00	240,00	0,00	240,00	8	240,00	240,00
Téléphone portable	unité	12	50,00	12	600,00	480,00	600,00	600,00	0,00	600,00	12	600,00	600,00
Temps d'antenne de téléphone	mois	216	100,00	216	21.600,00	17.280,00	14.400,00	14.400,00	7.200,00	21.600,00	216	21.600,00	21.600,00
Téléphone par satellite	unité	2	1.500,00	2	3.000,00	2.400,00	3.000,00	3.000,00	0,00	3.000,00	2	3.000,00	3.000,00
Temps d'antenne de téléphone par satellite	mois	36	250,00	36	9.000,00	7.200,00	6.000,00	6.000,00	3.000,00	9.000,00	36	9.000,00	9.000,00
Radios HF	unité	10	650,00	10	6.500,00	5.200,00	6.500,00	6.500,00	0,00	6.500,00	10	6.500,00	6.500,00
Magnétophone	unité	4	75,00	4	300,00	240,00	300,00	300,00	0,00	300,00	4	300,00	300,00
Appareil photo numérique	unité	2	300,00	2	600,00	480,00	600,00	600,00	0,00	600,00	2	600,00	600,00
Caméra vidéo	unité	2	800,00	2	1.600,00	1.280,00	1.600,00	1.600,00	0,00	1.600,00	2	1.600,00	1.600,00
Pelle	unité	6	30,00	6	180,00	144,00	180,00	180,00	0,00	180,00	6	180,00	180,00
Pioche	unité	6	30,00	6	180,00	144,00	180,00	180,00	0,00	180,00	6	180,00	180,00
Loupe	unité	4	10,00	4	40,00	32,00	40,00	40,00	0,00	40,00	4	40,00	40,00
Miroir de poche	unité	4	5,00	4	20,00	16,00	20,00	20,00	0,00	20,00	4	20,00	20,00
Sacs de transport des échantillons	unité	20	50,00	20	1.000,00	800,00	1.000,00	1.000,00	0,00	1.000,00	20	1.000,00	1.000,00
Ordinateur portable	unité	10	1.200,00	10	12.000,00	9.600,00	12.000,00	12.000,00	0,00	12.000,00	10	12.000,00	12.000,00
Imprimante	unité	4	400,00	4	1.600,00	1.280,00	1.600,00	1.600,00	0,00	1.600,00	4	1.600,00	1.600,00
Photocopieur/scanneur	unité	4	2.500,00	4	10.000,00	8.000,00	10.000,00	10.000,00	0,00	10.000,00	4	10.000,00	10.000,00
Kit de recueil d'éléments d'enquête médico-legale	unité	50	25,00	50	1.250,00	1.000,00	1.250,00	1.250,00	0,00	1.250,00	50	1.250,00	1.250,00

Location de la salle, pause café, déjeuner, etc.	jour	15	1250	15	18750	15000	18750	18750	0	3 jours, 5 sites (25 dollars par jour pour 30 personnes, location de la salle, 500 dollars par jour)	18750	4,8		6000
Fourniture des traités de droit et des textes de lois indispensables	traités de droit	500	150	500	75000	60000	75000	75000	0	5 traités pour	75000	30		4500
Soutien des avocats formés à la défense des accusés	provision	200	800	200	160000	128000	100000	160000	60000	Coût estimé de représentation de 300 cas	160000	15		12000
Acquisition et distribution d'équipement et de fournitures aux tribunaux	Tribunal	3	15000	3	45000	36000	45000	45000	0	Ordinateurs, fournitures, motos pour 3 associations de justice à Kisangani, Kindu et Lubumbashi	45000	1,25		18750
Suivi et évaluation des procès	Mois	36	1800	36	64800	51840	43200	64800	21600		64800		-64800	0
Moniteurs juristes pour observation des procès	Mois	5	2682,4	5						5 moniteurs juristes (Kisangani, L'shi, Kalemie et			124.904,44	124.904,44
Personnel du PNUD et fournisseurs														
Expert en assistance juridique	Mois	18	4000	18	72000	57600	48000	72000	24000	1 expert national SC-	72000			72000
Associé aux Finances	Mois	18	2400	18	43200	34560	28800	43200	144000	1 associé national	43200			43200
Assistant Financier	Mois	7	1211,015	7						1 assistant financier national pour appuyer les activités sur le terrain	0	7	8477,105	8.484,11
Expert National en acquisition et logistique	Mois	7	882,12	7						1 Expert National dont le coût est partagé avec les différents projets du portefeuille RUS	0	7	19669,819	19.676,82
Renforcement de capacités	forfait	1	40000	1					0		0,00	1	40000	40.001,00

Annexe 3 - Budget de l'action "Support to military justice system in Democratic Republic of the Congo (DRC) through reinforcement of the Prosecution Support Cell - (PSC)" Phase 2

Élément	Unité de mesure	Unité	Prix unitaire (USD)	Prix total (USD)	Prix total (EUR)	Remarque
ACTIVITES						
Produit 1 - Appui des CAP aux acteurs judiciaires congolais en matière d'enquête et de poursuite des crimes graves						
Activité 1.1. Colocation et cadre de concertation						
Experts internationaux (consultants)	mois	24	11.000,00	264.000	242.202	2 personnes pendant 12 mois
Cadre de concertation	Réunions	96	25,00	2.400	2.202	24 réunions sur 4 sites
Aménagement des locaux (assainissement, climatisation, etc.) pour colocalisation	provision	7	4.000,00	28.000	25.688	Appui à la co-localisation dans les 7 ressorts des CAP
Équipement complémentaires des locaux	provision	7	1.000,00	7.000	6.422	Bureaux, fauteuil, armoires, chaises pour 7 CAP
Sous-total				301.400	276.514	
Activité 1.2. Renforcement des capacités des acteurs de la justice militaire (125 bénéficiaires)						
Modules et autres supports de formation	exemplaires	10.000	0,25	2.500	2.294	2 modules de 40 pour 125 acteurs judiciaires
Per diem pour les formateurs	jour	30	150,00	4.500	4.128	2 formateurs x 5 sites x 3 jours
Per diem pour les participants	jour	375	40,00	15.000	13.761	3 jours, 25 participants, 5 sites
Location de la salle, pause café, déjeuner, etc.	jour	15	1.250,00	18.750	17.202	3 jours, 5 sites (25 dollars par jour pour 30 personnes, location de la salle, 500 dollars par jour)
Sous-total				40.750	37.385	
Activité 1.3. Appui-conseil aux acteurs judiciaires congolais						
Carburant et entretien du véhicule	mois	168	250,00	42.000	38.532	7 sites pendant 24 mois
Carburant pour le groupe électrogène	mois	168	250,00	42.000	38.532	7 sites pendant 24 mois
Reproduction d'outils de processus	unités	30.000	0,25	7.500	6.881	5 documents de 20 pages pour 300 bénéficiaires
Réunion de coordination et harmonisation entre CAP et Justice militaire	Provision	2	7.000,00	14.000	12.844	7 chef de CAP, 7 Tribunal, 7 auditeurs * 2 jours / an
Sous-total				105.500	96.789	
Activité 1.4. Appui aux Audiences foraines						
Per diem pour les enquêtes de terrain et les audiences foraines	unité	36	8.000,00	288.000	264.220	Moyenne de 8 000 dollars pour une mission de 10 jours pour 20 à 40 personnes et un total de 36 missions
Fournitures de bureau et papeterie	provision	36	700,00	25.200	23.119	
Transports	unité	36	2.000,00	72.000	66.055	
Appui au SJM dans d'autres provinces que celles des CAP (cap mobile)	provision	1	40.000,00	40.000	36.697	Forfait
Sous-total				425.200	390.092	
Activité 1.5. Organisation d'un atelier national sur le déploiement des RH						
Atelier à Kinshasa avec le CSM et les autorités judiciaires	provision	1	15.000,00	15.000	13.761	25 participants pendant 2 jours et 14 personnes venant des provinces (2/site)
Sous-total				15.000	13.761	
Activité 1.6. Elaboration d'une stratégie de poursuite						
Expert international	mois	3	11.000,00	33.000	30.275	
Atelier	Provision	4	3.000,00	12.000	11.009	2 ateliers par site pilote
Sous-total				45.000	41.284	
SOUS-TOTAL AXE				932.850	855.826	
Produit 2 - Un système de gestion des pièces à conviction et de conservation des données est mis en place						
Consultant externe	mois	9	11.000,00	99.000	90.826	
Sous-total				99.000	90.826	
Produit 3 - Les bureaux de consultation juridique gratuite (BCG) des barreaux des provinces cibles, ainsi que les défenseurs judiciaires militaires, fournissent l'aide légale aux						
Activité 3.1. Renforcement des capacités avocats et défenseurs militaires (125 bénéficiaires)						
Modules et autres supports de formation	exemplaires	10.000	0,25	2.500	2.294	2 modules de 40 pour 125 avocats
Per diem pour les formateurs	jour	30	150,00	4.500	4.128	2 formateurs x 5 sites x 3 jours
Per diem pour les participants	jour	375	40,00	15.000	13.761	3 jours, 25 participants, 5 sites
Location de la salle, pause café, déjeuner, etc.	jour	15	1.250,00	18.750	17.202	3 jours, 5 sites (25 dollars par jour pour 30 personnes, location de la salle, 500 dollars par jour)
Sous-total				40.750	37.385	
Activité 3.2. Appui au BCG en vue de l'assistance juridique et judiciaire						
Soutien des avocats formés à la défense des accusés	Mission	42	3.350,00	140.700	129.083	5 avocats/5 jours pour le nombre d'audiences foraines prévues
Fourniture des traités de droit et des textes de lois indispensables	traités de droit	500	100,00	50.000	45.872	5 traités pour 125 avocats et défenseurs militaires
Subvention aux barreaux	Barreau	4	30.000,00	120.000	110.092	Subvention 4 barreaux/an (gestion de bureau, administration, personnel d'appui, fournitures de bureau etc.)
Sous-total				310.700	285.046	
Activité 3.3. Atelier de réflexion sur les obligations des avocats						
Atelier de réflexion	Provision	1	8.250,00	8.250	7.569	
Sous-total				8.250	7.569	
SOUS-TOTAL AXE				359.700	330.000	
Produit 4 - Contrôle interne et externe de la justice militaire pour la réponse aux crimes graves assuré						
Activité 4.1. Elaborer avec la Justice Militaire les processus de contrôle, les outils et les mécanismes de suivi						
Atelier de réflexion	Provision	2	7.000,00	14.000	12.844	
Activité 4.2. Appui mission d'inspection						

Mission	Mission	4	6.500,00	26.000	23.853	2 missions par an pour une moyenne de 12 jours par mission pour 3 personnes
Activité 4.3. Monitoring judiciaire						
Mission des moniteurs	Missions	24	938,00	22.512	20.653	
Rapport semestriel du monitoring	exemplaires	140	50,00	7.000	6.422	20/site
SOUS-TOTAL AXE				69.512	63.772	
TOTAL PROGRAMMATIQUE				1.461.062	1.340.424	
SUIVI & EVALUATION						
Missions de S&E et développement des capacités en gestion et S&E	Mission	6	3.792,00	22.752	20.873	1 mission 6 jours/trimestre
Evaluation externe	Honoraires	1	50.000,00	50.000	45.872	1 forfait
Backstopping technique	provision	4	7.800,00	31.200	28.624	4 mois d'une semaine pour 1 consultant externe
TOTAL SUIVI & EVALUATION				103.952	95.369	
OPERATION						
expert en assistance juridique (chef de projet)	Mois	24	4.000,00	96.000	88.073	1 expert national SC-9
Assistant Financier	Mois	24	2.500,00	60.000	55.046	1 associé national
3 associés en appui à la Justice et au Monitoring Judiciaire	Mois	72	2.450,00	176.400	161.835	
4 Chauffeur	Mois	96	1.537,36	147.587	135.401	4 chauffeur
Renforcement de capacités	forfait	1	20.000,00	20.000	18.349	
Charges communes entretiens véhicules, carburant Bukavu	forfait	1	7.800,00	7.800	7.156	Charges communes, sécurité, internet, frais bancaires, divers
Charges communes, Entretiens véhicules, carburant Goma	forfait	1	51.029,00	51.029	46.816	
Communication	Forfait 2%	1	29.221,24	29.221	26.808	
TOTAL OPERATION				588.037	539.483	
TOTAL PROJET				2.153.051	1.975.276	
GMS 8%				172.244	158.022	
TOTAL BUDGET				2.325.295	2.133.298	
TOTAL BUDGET EURO					2.200.000	